

12.2 Épargne - Patrimoine

Fin 2013, le **patrimoine** économique **national** s'élève à 13 345 milliards d'euros, soit près de huit fois le produit intérieur net (PIN) de l'année. Comme en 2012, il est presque stable (+ 0,1 % après - 0,3 %), notamment parce que les actifs non financiers, principalement des logements et des terrains bâtis, stagnent. Quant aux actifs et passifs financiers, ils augmentent au même rythme.

Le patrimoine des **ménages** continue de croître entre 2012 et 2013 mais à un rythme modeste (+ 1,8 % après + 1,7 %). Leur patrimoine non financier, constitué en majorité de logements et de terrains, est quasi inchangé après une légère baisse, alors que leur patrimoine financier continue de progresser en raison de flux de placements toujours importants et de la revalorisation des titres détenus. Du côté du passif, les encours de crédits obtenus par les ménages progressent peu, en lien avec l'atonie du marché immobilier. Au total, le patrimoine financier net des ménages ralentit mais reste plus dynamique que sur la décennie 2001-2011.

Les **fonds propres** des **sociétés non financières (SNF)** augmentent de 8,0 % en 2013 (après + 6,6 %) soutenus par des effets de marchés positifs sur le cours des actions. Ils représentent près de huit fois leur valeur ajoutée nette, un peu plus qu'à la fin 2012. Cependant les SNF investissent peu, réduisent leurs stocks

et limitent leur endettement. Par ailleurs la progression des cours accroît leur passif en actions de sorte que leur valeur nette diminue. Largement utilisées en 2012, les émissions de titres de créance sont plus modérées, entraînant la baisse de la valeur nette des SNF.

En 2013, le patrimoine des **administrations publiques (APU)** est stable (- 0,4 % après - 26,8 %). À l'actif, l'encours d'actions et de parts de fonds d'investissement augmente exclusivement du fait de l'appréciation des titres en portefeuille, les APU procédant à des cessions de parts de fonds d'investissements non monétaires en 2013. Parallèlement, elles acquièrent des titres obligataires et augmentent leur encours de crédits. En revanche, elles réduisent leurs avoirs en numéraire et dépôts. Enfin, le passif des administrations publiques ralentit très nettement en raison de la baisse des cours des obligations.

En 2012, 55,8 % des salariés du secteur marchand non agricole, soit 8,7 millions de salariés, ont eu accès à au moins un dispositif de participation, d'intéressement ou d'**épargne salariale**. Près de 7,1 millions de salariés ont reçu une prime au titre de la participation ou de l'intéressement ou bénéficié d'un abondement de l'employeur sur les sommes qu'ils ont versées sur un **plan d'épargne entreprise (PEE)** ou sur un **plan d'épargne retraite collectif (Perco)**. ■

Définitions

Épargne des ménages : part du revenu disponible (ou du revenu disponible ajusté) des ménages qui n'est pas utilisée en dépense de consommation finale (ou en consommation finale effective).

Épargne salariale : ensemble de dispositifs dont l'objectif est d'associer les salariés aux résultats de leur entreprise et de favoriser l'épargne collective et le développement des investissements des entreprises.

Patrimoine national : patrimoine des résidents sur le territoire national. Il repose sur la propriété d'actifs économiques susceptibles de faire l'objet de transactions. En particulier, il ne comprend pas les monuments historiques.

Administrations publiques, fonds propres, ménage, patrimoine, plan d'épargne entreprise (PEE), plan d'épargne pour la retraite collective (PERCO), sociétés non financières (SNF), taux d'autofinancement, taux d'épargne des ménages, taux d'épargne financière, taux d'investissement en logement : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Le patrimoine économique national en 2013 – Deuxième année de stabilité », *Insee Première* n° 1529, décembre 2014.
- « Participation, intéressement et épargne salariale en 2012 : le plan d'épargne entreprise devient le dispositif le plus répandu », *Dares Analyses* n° 53, juillet 2014.
- « Les revenus et le patrimoine des ménages », *Insee Références*, édition 2014.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2014.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Patrimoine national des secteurs institutionnels fin 2013

en milliards d'euros

	Ménages ¹	Sociétés non financières	Sociétés financières	Administrations publiques	Ensemble de l'économie nationale
Actifs non financiers	7 188	4 126	258	1 969	13 541
Constructions et terrains	6 642	2 544	205	1 717	11 108
dont : logements	3 356	635	39	59	4 089
autres bâtiments et génie civil	173	804	61	973	2 011
terrains bâtis	3 113	1 105	105	685	5 008
Machines et équipements	48	494	14	34	590
Actifs financiers²	4 581	5 856	11 706	1 125	23 268
dont : numéraires et dépôts	1 306	458	2 861	113	4 738
titres de créances	87	58	3 023	65	3 233
crédits	28	1 103	2 861	118	4 110
actions et parts de fonds d'investissement	1 296	3 284	2 208	472	7 260
système d'assurance et de garanties	1 630	48	113	6	1 797
Passifs financiers²	1 355	8 031	11 504	2 547	23 437
dont : numéraires et dépôts	0	0	4 945	110	5 055
titres de créances	0	490	1 521	1 813	3 824
crédits	1 176	2 037	494	300	4 007
actions et parts de fonds d'investissement	8	4 726	2 072	0	6 806
système d'assurance et de garanties	0	0	1 806	0	1 806
Patrimoine financier net	3 226	- 2 175	174	- 1 421	- 196
Patrimoine (ou valeur nette)	10 414	1 951	432	548	13 345

1. Y c. entrepreneurs individuels et institutions sans but lucratif au service des ménages.

2. Hors produits dérivés.

Sources : Banque de France; Insee, comptes nationaux - base 2010.

Les dispositifs d'épargne salariale

	2000	2010	2012
Participation			
Montant brut distribué ¹	4 927	7 380	6 664
Nombre de bénéficiaires ²	4 254	4 939	4 756
Montant moyen en euros	1 158	1 494	1 401
Intéressement			
Montant brut distribué ¹	3 799	7 185	7 027
Nombre de bénéficiaires ²	3 283	4 646	4 507
Montant moyen en euros	1 157	1 546	1 559
Plan d'épargne entreprise (PEE)			
Montant brut distribué ¹	974	1 338	1 429
Nombre de bénéficiaires ²	2 024	2 256	2 422
Montant moyen en euros	481	593	590

1. En millions d'euros.

2. En milliers.

Champ : entreprises de 10 salariés ou plus du secteur marchand non agricole, hors intérim et secteur domestique en France métropolitaine.

Source : Dares.

Taux d'épargne des ménages dans quelques pays de l'Union européenne

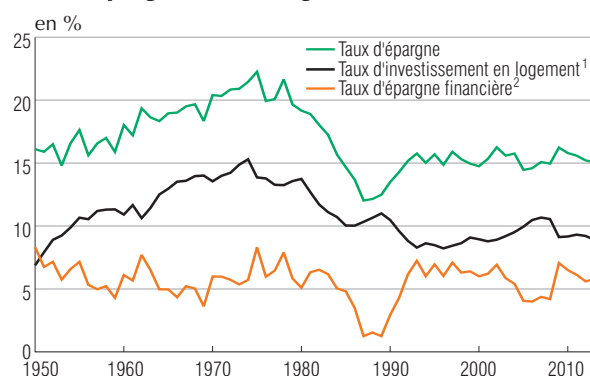
en %

	2000	2005	2010	2013
Allemagne	15,8	16,7	17,7	17,2
Autriche	15,9	16,0	14,9	13,1
Belgique	16,7	15,7	16,6	13,8
Danemark	2,5	3,6	10,7	7,2
Espagne	9,6	10,2	13,4	11,2
Finlande	9,8	7,9	9,8	7,9
France	14,5	14,2	15,5	14,7
Hongrie	12,0	12,5	12,4	10,8
Italie	13,3	15,1	11,2	11,5
Pays-Bas	14,5	15,4	14,3	16,9
Portugal	10,6	9,3	9,2	10,0
Rép. tchèque	11,6	11,3	12,7	10,0
Slovénie	13,2	16,0	13,6	14,5
UE	12,4	12,0	12,5	11,4

Note : taux d'épargne en % du revenu disponible brut des ménages.

Source : Eurostat.

Taux d'épargne des ménages de 1950 à 2013



1. Rapport de la formation brute de capital fixe des ménages au revenu disponible brut.

2. Rapport entre la capacité de financement des ménages et le revenu disponible brut.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Taux de détention par grand type d'actif en 2010

en % des ménages

Patrimoine financier	92,0
Livrets d'épargne	84,8
Patrimoine immobilier	59,8
Ensemble assurance-vie, épargne retraite	46,6
Épargne-logement	30,9
Valeurs mobilières	18,9

Champ : ménages ordinaires.

Source : Insee, enquêtes Patrimoine 2009-2010.